



Pékin 2008

PÉKIN - CONFÉRENCE DE PRESSE DU 6 AOÛT 2007

CONTACT:

Vincent Brossel - Pékin :

(86) 15 90 19 49 460

Christine Poumarède - Paris :

+33 (0)1 4483 8472

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

www.rsf.org
www.rsf-chinese.org



La Chine, médaille d'or des violations des droits de l'homme

A partir du 8 août 2008, des dizaines de milliers d'athlètes, d'amoureux du sport et de journalistes vont se retrouver à Pékin pour les Jeux olympiques. A un an de ce qui devrait être la grande fête du sport, Reporters sans frontières lance une campagne internationale pour alerter l'opinion sur les atteintes aux libertés en Chine.

Pourquoi il est urgent de faire pression sur les autorités chinoises et le Comité international olympique :

1. Malgré ses engagements explicites pris en 2001 auprès du Comité international olympique, le gouvernement chinois n'a rien fait pour améliorer la situation de la liberté d'expression, ni plus généralement, celle des droits de l'homme. A l'époque, un représentant du Comité de la candidature de Pékin avait déclaré : "En confiant à Pékin l'organisation des Jeux olympiques, vous contribuerez au développement des droits de l'homme." Six ans plus tard, on est loin du compte.

2. Tous ceux qui aiment le sport seront choqués de voir les Jeux olympiques et les athlètes cyniquement utilisés par un gouvernement qui refuse de libérer la centaine de journalistes, militants de la liberté d'expression et internautes emprisonnés, et censure massivement les médias et le Web.

3. Le Comité international olympique ne peut rester silencieux devant une telle situation, au risque de se discréditer. La Charte olympique rappelle que le sport doit être mis "au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine".

4. Le slogan des Jeux olympiques de Pékin, "One world, One dream", n'a aucune valeur alors que la répression continue à l'encontre des opposants, des Tibétains, des Ouïghours, des chrétiens... On compte des milliers de prisonniers d'opinion en Chine populaire.

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre aide. Soutenez la campagne Pékin 2008 sur www.rsf.org.

Ce dossier de presse contient :

- "Un an avant les Jeux olympiques, la répression continue", un article de Reporters sans frontières p.2
- Les 9 demandes de Reporters sans frontières avant les Jeux olympiques de Pékin p. 4
- La liste des journalistes et des cyberdissidents emprisonnés en Chine p.5
- La lettre envoyée le 26 juin 2007 à Jacques Rogge, président du Comité international olympique p.6
- La campagne déclinée sous forme de T-shirts et de cartes postales p.9



Un an avant les Jeux olympiques, la répression continue

Le 13 juillet 2001, le Comité olympique international (CIO) attribuait l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2008 à Pékin. Parallèlement, la police chinoise intensifiait la répression contre les éléments subversifs de la société, notamment les internautes et les journalistes. Six ans plus tard, rien n'a changé. Et malgré cette absence de progrès significatifs en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme en Chine, les membres du CIO restent sourds aux appels répétés des organisations internationales qui dénoncent l'ampleur de la répression.

Reporters sans frontières s'est prononcée, dès le début, contre l'attribution des JO à Pékin. Un an avant la cérémonie d'ouverture, l'organisation rappelle que les médias et Internet sont toujours vus par le gouvernement chinois comme l'un des secteurs stratégiques à ne pas abandonner aux "forces hostiles" dénoncées par le président Hu Jintao. Le Département de la publicité, celui de la sécurité publique et la cyberpolice, bastions des conservateurs, sont chargés de faire scrupuleusement appliquer la censure.

Au moins 30 journalistes et 50 internautes sont actuellement emprisonnés en Chine. Certains depuis les années 1980. Le gouvernement bloque des milliers de sites Internet d'informations. Les programmes en chinois, tibétain et ouïghour d'une dizaine de radios internationales sont brouillés. Après les sites Internet et les forums de discussion, les autorités se concentrent désormais sur les blogs et les sites permettant l'échange de vidéos. Les outils de blogs du pays incluent tous des filtres qui bloquent les mots clés jugés "subversifs" par les censeurs. La loi sanctionne lourdement la "divulgaration de secrets d'Etat", la "subversion" et la "diffamation", autant d'accusations régulièrement utilisées pour faire taire les voix les plus critiques. Bien que les mesures encadrant le travail des journalistes étrangers aient été assouplies, il est toujours impossible pour les médias internatio-

naux d'employer des journalistes chinois, ou de se déplacer librement au Tibet et au Xinjiang.

Des promesses jamais tenues

Pour obtenir l'organisation des JO, les autorités chinoises ont promis au CIO et à la communauté internationale des améliorations concrètes dans le domaine des droits de l'homme. Mais une fois la victoire acquise, le ton a changé. Le vice-Premier ministre de l'époque Li Lanqing a, par exemple, affirmé, quatre jours après le vote du CIO, en 2001, que la "victoire olympique de la Chine" devait inciter le pays à préserver sa "vie saine" en luttant notamment contre le mouvement spirituel Falungong qui a "attisé l'insécurité". Au moins cent adeptes du Falungong sont morts en détention depuis l'interdiction du mouvement et plusieurs milliers d'autres sont emprisonnés.

Un peu plus tard, c'était au tour de Hu Jintao, le vice-président chinois de l'époque et actuel président, d'affirmer qu'après le "triomphe" de Pékin, il était "primordial de lutter sans équivoque contre les activités séparatistes orchestrées par le dalaï-lama et les forces antichinoises dans le monde". Dans l'ouest du pays, où vit une forte minorité musulmane, les autorités de la province du Xinjiang ont exécuté des Ouïghours accusés de "séparatisme".

Enfin, la police et la justice ont reçu l'ordre de poursuivre la campagne "Frapper fort" contre la délinquance. Plusieurs milliers de Chinois sont exécutés, chaque année, d'une balle dans la nuque ou d'une injection létale, en public, parfois dans des stades.

Le CIO ne peut plus rester muet

Les gouvernements des Etats démocratiques qui espèrent encore que "les JO permettront d'améliorer la situation des droits de l'homme

Chine :

la plus grande prison du monde pour les journalistes et les internautes



en Chine" se trompent. Le "dialogue constructif" prôné par certains ne mène à rien.

Au cours de ces sept dernières années, la répression envers les journalistes et les cyberdissidents n'a pas diminué. Et tout laisse penser que cela va continuer. Le CIO a investi le régime chinois d'une tâche qu'il va exécuter avec zèle : "organiser des JO sécurisés". Pour Pékin, cela signifie davantage d'arrestations de dissidents, plus de censure et aucun mouvement de contestation sociale.

Il n'est pas question de gâcher la fête, ni de prendre en otages les JO. C'est la Chine, au contraire, qui utilise cyniquement les Jeux et l'esprit olympique, avec la complicité du CIO. Le mouvement sportif mondial doit maintenant donner de la voix pour que les Chinois bénéficient enfin des libertés qu'ils réclament depuis des années. La Charte olympique stipule que le sport doit être mis "au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine". Les athlètes et les amateurs de sport ont le droit et le devoir de défendre cette Charte. Le CIO doit faire preuve de courage et tout faire pour que les valeurs de l'olympisme ne soient pas allègrement bafouées par les organisateurs chinois.

Le CIO est aujourd'hui le mieux placé pour exiger du gouvernement chinois des gages

de bonne volonté. L'instance olympique doit exiger de Pékin que la situation des droits de l'homme s'améliore de manière notable avant la cérémonie d'ouverture du 8 août 2008.

Et le CIO ne doit pas céder devant les intérêts économiques de tous ceux qui considèrent que la Chine est un marché essentiel et que rien ne doit empêcher d'y faire des affaires.

Pas de Jeux olympiques sans démocratie !

Reporters sans frontières demande aux Comités nationaux olympiques, au CIO, aux athlètes, à tous les amoureux du sport et aux défenseurs des droits de l'homme d'exprimer publiquement leur inquiétude face aux innombrables violations de toutes les libertés fondamentales en Chine populaire.

Après la désignation de Pékin en 2001, Harry Wu, dissident chinois qui a passé dix-neuf ans dans les prisons de son pays, a déclaré qu'il regrettait profondément que la Chine n'ait "pas l'honneur et la récompense d'accueillir les Jeux olympiques en pays démocratique".

"Politiquement, une grave erreur ; humainement, une bassesse ; juridiquement, un crime." Le cri d'indignation lancé par le dissident russe Vladimir Boukovski contre la tenue des JO à Moscou en 1980, reste d'actualité en 2008.



Les 9 demandes de Reporters sans frontières avant les Jeux olympiques de Pékin :

1 _____

Libération de tous les journalistes et les internautes emprisonnés en Chine pour avoir exercé leur droit à l'information.

2 _____

Abolition définitive des articles restrictifs du Guide des correspondants étrangers qui limitent la liberté de mouvement et de travail des médias.

3 _____

Dissolution du Département de la publicité (ex-département de la propagande) qui contrôle quotidiennement le contenu de la presse chinoise.

4 _____

Fin du brouillage des radios internationales.

5 _____

Fin du blocage de milliers de sites Internet d'informations hébergés à l'étranger.

6 _____

Suspension des "11 commandements du Net" qui instituent la censure et encouragent l'autocensure des informations diffusées sur le web.

7 _____

Abolition des listes de journalistes et militants des droits de l'homme interdits de séjour en Chine.

8 _____

Fin de l'interdiction imposée aux médias chinois d'utiliser sans autorisation officielle les images et les informations des agences de presse internationales.

9 _____

Légalisation des associations indépendantes de journalistes et des organisations de défense des droits de l'homme.



50 Cyberdissidents emprisonnés :

Ablikim Abdiriyim, cyberdissident - **Chen Shuqing**, écrivain - **Zhang Jianhong** (Li Hong), écrivain - **Yang Maodong** (Guo Feixiong), avocat - **Guo Qizhen**, cyberdissident - **Li Changqing**, journaliste au Fuzhou Daily - **Yang Tianshui**, journaliste en ligne - **Xu Wanping**, écrivain - **Li Yuanlong**, journaliste du Bijie Ribao - **Li Jianping**, journaliste indépendant, chef d'entreprise - **Ren Zhiyuan**, enseignant - **Zhang Lin**, militant démocrate - **Zheng Yichun**, poète, enseignant et journaliste indépendant - **Liao Yuanhua**, ancien fonctionnaire, membre de Falungong - **Kong Youping**, ouvrier - **Huang Jinjiu** (Qing Shuijun), ancien journaliste, cyberdissident - **Li Zhi**, fonctionnaire - **Tao Haidong**, dissident - **Zheng** ("Sini"), lycéenne - **Lu Zengqi**, cadre dans une entreprise d'informatique - **Chen Shumin**, chef d'entreprise informatique - **Yin Yan** - **Li Jian** - **Yan Qiuyan** - **He Depu**, dissident - **Zhao Changqing**, dissident - **Han Lifa**, dissident - **Liang Changying**, enseignante, membre du mouvement Falun Gong - **Wang Xiaoning**, cyberdissident - **Hu Mingjun**, cyberdissident - **Li Dawei**, dissident - **Tan Qiu**, ancien employé d'hôpital - **Fang Guokun**, employé des chemins de fer, membre du mouvement Falun Gong - **Li Hongmin**, dissident - **Wang Sen**, dissident - **Yang Zili**, créateur du site www.lib.126.com - **Jin Haike**, dissident - **Xu Wei**, journaliste au Consumer Daily - **Zhang Honghai**, écrivain - **Zhang Yuhui**, homme d'affaires - **Li Yanfang**, étudiante - **Jiang Yuxia**, étudiante - **Li Chunyan**, étudiante - **Huang Kui**, étudiant - **Ma Yan**, étudiante - **Lin Yang**, étudiant - **Zhang Haitao**, créateur du seul site du Falun Gong basé en Chine - **Liu Xianbin** - **Wu Yilong**, dissident - **Mao Qingxiang**, dissident du Parti démocratique chinois et du magazine Zai yedang

32 journalistes emprisonnés :

Sun Lin, Boxun - **Korash Huseyin**, Korash - **Wu Zhengyou**, Zhonghua Xin Qingnian (Nouvelle jeunesse chinoise) - **Zhu Wanxiang**, Zhonghua Xin Qingnian (Nouvelle jeunesse chinoise) - **Ching Cheong**, Straits Times - **Lu Jianhua**, commentateur - **Tashi Gyaltzen**, nyi da'i gzi byin - **Lobsang Dhargay**, nyi da'i gzi byin - **Thoe Samden**, nyi da'i gzi byin - **Tsultrim Phelgay**, nyi da'i gzi byin - **Jampel Gyatso**, nyi da'i gzi byin - **Nurmuhemmet Yasin**, journaliste et poète - **Shi Tao**, Dangdai Shang Bao - **Zhao Yan**, New York Times - **Cai Zhuohua**, directeur d'un magazine chrétien - **Yu Huafeng**, Nanfang Dushi Bao - **Zhang Wei**, Redian Jiyao & Shishi Zixun - **Zuo Shangwen**, Redian Jiyao & Shishi Zixun - **Abdulghani Memetemin**, traducteur - **Lu Wanbin**, Quotidien du textile - **Ma Linhai**, Zhengquan Shichang Zhoukan - **Xu Zerong**, Yazhou Zhoukan - **Li Jian**, Journal du Commerce du Xinjiang - **Zha Jianguo**, Beijing Spring Magazine - **Gao Hongming**, China Human Rights Watch Newsletter - **Yue Tianxiang**, Zhongguo Gongren Guancha - **Qin Yongmin**, China Human Rights Watch Newsletter - **Tohti Tunyaz**, journaliste indépendant - **Fan Yingshang**, Remen Huati - **Hada**, The Voice of the Southern Mongolia - **Chen Renjie**, Ziyou Bao - **Lin Youping**, Ziyou Bao



Monsieur Jacques Rogge
Président
Comité international olympique
Lausanne - Suisse

Paris, le 26 juin 2007

Monsieur le Président,

Alors que le mouvement olympique s'apprête à réunir son Assemblée générale à Guatemala City du 4 au 7 juillet, l'opinion publique internationale s'interroge sur le silence du Comité international olympique (CIO) à propos de la situation des droits de l'homme en Chine. Les Jeux olympiques d'été 2008 doivent en effet s'ouvrir à Pékin dans un peu plus d'un an. Et le gouvernement chinois, malgré ses promesses explicites, se refuse à améliorer la situation des libertés.

A travers le monde, l'inquiétude grandit quant au déroulement des Jeux de 2008, pris en otages par le gouvernement chinois qui se refuse à agir pour garantir la liberté d'expression et respecter les valeurs humanistes contenues dans la Charte olympique.

En 2001 à Moscou, les autorités chinoises avaient promis d'améliorer la situation des droits de l'homme. Le représentant du Comité de la candidature de Pékin avait déclaré : "En confiant à Pékin l'organisation des JO, vous contribuerez au développement des droits de l'homme." Six ans plus tard, Reporters sans frontières n'a recensé en Chine populaire aucune amélioration durable de la liberté de la presse, ni de la liberté d'expression sur Internet. Certes, les journalistes étrangers ont obtenu une évolution temporaire de leur statut au 1er janvier 2007, et ce jusqu'en octobre 2008. Mais il aura fallu d'intenses pressions pour que les autorités renoncent à leur attitude autoritaire et suspicieuse qui faisait de la Chine l'un des pays les plus rétrogrades pour la presse internationale.

La Chine populaire reste de loin la plus grande prison du monde pour les journalistes, les militants de la liberté d'expression, les cyberdissidents et les internautes. Près d'une centaine d'entre eux ont été condamnés à l'issue de procès injustes et ils sont le plus souvent détenus dans des conditions difficiles. Nous pensons notamment au journaliste Shi Tao, contraint au travail forcé en prison après avoir été condamné à dix ans d'emprisonnement. Comment pouvez-vous accepter que les Chinois qui s'engagent pour plus de libertés soient condamnés à observer, impuissants, depuis leurs cellules, la fête du sport la plus importante au monde ?

Les journalistes chinois continuent de travailler sous les diktats du Département de la propagande qui impose la censure sur de très nombreux sujets. L'Etat garde un contrôle général sur l'information et dispose de lois autoritaires pour punir les contrevenants. Les accusations de "subversion", de "diffusion de secrets d'Etat" ou d'"espionnage" pleuvent encore sur les journalistes et les responsables des médias les plus libéraux. L'autocensure règne dans les rédactions. Les médias en chinois, basés à l'étranger, sont bloqués, harcelés ou brouillés, interdisant l'émergence d'un pluralisme de l'information.

Au cours des six dernières années, les lois régissant Internet se sont encore durcies, faisant de l'Internet chinois un espace surveillé et censuré. Ces restrictions se sont également étendues aux entreprises étrangères qui travaillent dans le domaine d'Internet.

Face à ces violations massives de la liberté d'expression, nous ne sommes jamais restés silencieux. Répondant à l'urgence de la situation, nous lançons cette semaine une nouvelle campagne internationale sur les violations des libertés en Chine. A travers le monde, comme nous, de nombreux groupes de défenseurs des droits de l'homme se préparent de différentes manières avant le rendez-vous du 8 août 2008. Des militants envisagent de manifester à Pékin et ailleurs. Non par hostilité aux Jeux olympiques, mais pour dénoncer le refus du gouvernement chinois de respecter ses engagements.

Déjà, des athlètes font part de leur désarroi face à la situation en Chine, notamment la peine de mort, le sort des Tibétains, les persécutions religieuses ou la censure. Ne placez pas les sportifs dans une situation difficile, en refusant de prendre le problème à bras-le-corps. De même, les entreprises qui sponsorisent les JO risquent d'être dans l'embarras, tant le problème des droits de l'homme sera au cœur de la couverture médiatique de ces olympiades.

Qui pourra dire que les Jeux olympiques vont être une grande fête du sport, quand des milliers de prisonniers d'opinion croupissent dans des centres de détention chinois ? Qui pourra apporter un quelconque crédit au slogan "One World, One Dream" des JO 2008 quand les minorités tibétaines et ouïghoures souffrent de discriminations graves ?

Si rien n'est fait, les JO seront entachés par la situation dramatique des libertés en Chine. Dans ce contexte, il n'est pas raisonnable d'accuser les organisations de défense des droits de l'homme de prendre les Jeux olympiques en otages. C'est bien le gouvernement chinois qui a kidnappé l'idéal olympique et cette fête du sport. Cette conviction est renforcée chaque jour par la virulence des autorités à l'encontre de ceux qui font un lien entre les Jeux et les droits de l'homme. Le cynisme des hautes autorités chinoises sur tous les sujets liés aux droits de l'homme exige une position ferme.

Vous le savez mieux que tout le monde, le gouvernement et le Parti communiste chinois attachent la plus grande importance à la réussite des Jeux olympiques pour leur propre bénéfice, mais sans aucun respect de la parole donnée. Aussi, Monsieur le Président, il n'est pas trop tard pour obtenir des organisateurs chinois, dont la plupart sont également de hauts responsables politiques, des libérations de prisonniers d'opinion, des réformes des lois répressives ou la fin de la censure. Nous attendons de vous des gestes forts. Il est temps de dire clairement aux autorités chinoises que le mépris avec lequel elles traitent la communauté internationale n'est pas acceptable.

Alors que toute la communauté olympique est réunie, l'heure n'est plus aux commentaires timides tenus en catimini. Il est temps que le CIO, par votre voix, parle clairement des problèmes. Vos demandes seront entendues et le mouvement olympique en sortira grandi.

Vous savez que les Jeux olympiques ont eu dans leur histoire la capacité d'asseoir les libertés dans des pays tout juste sortis de l'autoritarisme. Aujourd'hui, l'absence de mobilisation du CIO et de la communauté internationale sur la Chine risque de faire échouer cet espoir. Si rien n'est dit lors de l'Assemblée de Guatemala City, l'idéal olympique sera menacé, une fois de plus, d'être dévoyé.

Reporters sans frontières connaît la force du sport quand il se met au service de la paix et de la démocratie. Dans le passé, nous avons participé à des initiatives sportives à Sarajevo ou à Kaboul pour promouvoir cet idéal. Et nous savons combien les sportifs sont sensibles aux questions qui touchent à la liberté. Nous le mesurons chaque fois que des journalistes ont été pris en otages.

Monsieur le Président, nous ne doutons pas de votre attachement à la liberté d'expression. Vos convictions, et celles de l'ensemble du mouvement olympique, doivent permettre au plus vite de réaliser ce que tout le monde attend de vous : agir pour les libertés en Chine avant le début des JO de 2008.

Convaincu que vous tiendrez compte de nos remarques, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Ménard', with a horizontal line underneath.

Robert Ménard
Secrétaire Général



La campagne déclinée sous forme de T-shirts et de cartes postales



“Afficher ses idées. Un T-shirt pour interpeller, apostropher, alerter. Pour faire bouger, pour faire front. Etre solidaire, fraternel en s’habillant d’un rien qui dit tout. Un geste simple, ici, pour dévoiler ce que d’autres, au bout du monde, doivent taire. Comme en Chine, où l’on fêtera, demain, l’esprit olympique à l’ombre des prisons. Aidez-nous, vous les aiderez.”

Commandez ce T-shirt sur www.fruitoftheboom.com



20 000 cartes postales distribuées à partir du 7 août 2007

De nombreuses autres actions sont prévues jusqu’à l’ouverture des Jeux olympiques le 8 août 2008.

Retrouvez la campagne en chinois sur www.rsf-chinese.org